

## **Les salaires à la Sécu en 2009**

Bilan comparatif sur la période 2005 - 2009

Lors de la toute dernière RPN qui s'est tenue, le 8 juin, à l'UCANSS, deux informations d'importance ont été communiquées aux fédérations : le protocole d'accord portant revalorisation de la valeur du chèque déjeuner ne serait pas agréé par la Tutelle. L'enjeu étant de taille : une revalo de 2 centimes ! Plus grave, la négociation salariale sur les salaires en 2010 qui avait laborieusement accouché d'un accord de la part d'un certain nombre de Fédérations et syndicats – la revalorisation de la valeur du point initialement prévue à hauteur ( ! ) de 0,5% au 1<sup>er</sup> juillet 2010, puis portée à 0,8% avec effet au 1<sup>er</sup> mai 2010 – ne déboucherait pas elle aussi sur un agrément de la Tutelle. Les tractations seraient en cours pour décrocher l'agrément ministériel : nous en saurons plus fin juin....

L'analyse des chiffres 2009 n'en est pas moins intéressante afin de comprendre l'évolution des salaires entre 2008 et 2009 mais aussi sur une période plus longue. Cela ne fait il pas 5 ans que les personnels de la Sécu sont régis par le dispositif du Protocole du 30/11/2004 ?

### **Caractéristiques de l'année 2009**

Le protocole d'accord signé avec effet au 31 décembre 2008 par deux Fédérations prévoyait 3 choses

- une majoration du coefficient de qualification pour les coefficients inférieurs à 272
- une revalorisation de la valeur du point de 1,2% au 1<sup>er</sup> janvier 2009.
- l'objectif de'une augmentation de 2%, en moyenne des mesures individuelles.

°Pari presque tenu sur le dernier point puisque le GVT institutionnel a progressé de 1,93% (mais moins qu'en 2008 : 2,12%)

Dans la mesure où l'évolution de la valeur du point en 2009 (mesure générale) a été sensiblement plus forte que l'année précédente, soit une progression de 1,37% en intégrant l'effet report (pour 1,03% en 2008), le résultat global - le fameux RMPP qui ne parle qu'aux spécialistes...mais reste une énigme pour les salariés - sera jugé en progrès par nos Tutelles (RMPP 2008 : 3,42% / RMPP 2009 : 3,71%)

Mais qu'en est il pour le salarié lui-même ? Bonne nouvelle, ce sont les coefficients les plus faibles – niveaux 1 et 2 – qui ont enregistré la progression la plus sensible de leur salaire annuel moyen (> 5%), conséquence de la mesure salariale prévue par le PA du 30/12/2008 en faveur des bas salaires (15 points dégressifs selon le coeff). Rappelons que 54.088 salariés avaient bénéficié de ce dispositif...de rattrapage ( ?)

La CFTC tient à souligner ce point : n'avait elle pas alerté fortement l'Employeur lors de la négociation sur la stagnation de la rémunération des plus bas coefficients (et de leur perte de pouvoir d'achat) ainsi que le creusement sans précédent de la pyramide des salaires depuis la mise en œuvre du nouveau dispositif salarial 2004 ?

Cette année encore on observe encore des progressions sensibles de la rémunération d'une catégorie d'agents de direction (+5,2%). Sans doute le moyen de faire passer la pilule des regroupements...

La politique salariale (pour combien de temps encore ?) résultant du tournant de 2004 privilégiait le développement des mesures individuelles au détriment des mesures automatiques (ancienneté devenue points d'expérience). Elle était par ailleurs fondée sur un équilibre 1/3 – 2/3 entre les mesures générales et les mesures individuelles.

Force est de reconnaître qu'après des débuts chaotiques (et notamment le fiasco de 2006), l'année 2009 a respecté tout comme 2008 « la feuille de route » - avec un GVT qui tangente les 2% et une revalorisation de la valeur du point supérieure à 1%. Encore faut il souligner les écarts entre les branches même si, en 2009 le niveau des GVT s'est resserré ( Recouvrement : 2,32% / famille : 2,01% / Retraite : 1,82% / branche Maladie : 1,80%). Compte tenu de l'hétérogénéité et l'importance de la

branche Maladie, il faut d'ailleurs relativiser la signification d'un chiffre qui recouvre des secteurs fort hétérogènes en termes de politique de rémunération.

Reste à mettre en perspective les résultats 2009 sur la période de 5 ans qui a suivi la mise en place du protocole d'accord de 2004....

### Bref comparatif sur la période 2004 / 2009

Cinq ans après la mise en place du nouveau dispositif de rémunération, il n'est pas inutile de cerner les tendances. Elles sont les suivantes :

- le niveau moyen des mesures non automatiques (parcours pro, promotions...) a progressé si l'on compare 2 périodes similaires (2001-2004 / 2006-2009, l'année 2005 atypique étant neutralisée) : taux moyen de 1,20% pour la période avant le PA de 2004 puis de 1,45° sur la période 206-2009. Il a progressé mais cela n'a pas suffi à endiguer la baisse de l'autre composante du GVT

- le poids moyen de l'ancienneté a par contre chuté...même si le vieillissement des personnels de l'Institution entraînait déjà une baisse régulière de cet indice (taux moyen passé de 0,90% à 0,30%)

- l'évolution de la valeur du point est restée comparativement la même sur les 2 périodes (+4,12% puis 4,19%)

Au total, nous dirons que la dégradation des revenus n'a pas été celle que l'on pouvait craindre : le salaire annuel moyen des agents de niveau 3 a progressé moins sur la période postérieure au 31/11/2004 qu'auparavant mais le pire a aussi été évité grâce aux mesures catégorielles contenues dans l'accord 2004.

### Quelles perspectives salariales ?

Si le silence radio observée par la Tutelle sur la conclusion de la dernière négociation salariale n'est pas bon signe, devons nous faire également le silence sur un tel sujet ?

Face à une rigueur qui ne veut pas dire son nom, la CFTC tient à mettre en avant un certain nombre d'arguments propres à notre secteur professionnel:

► L' Institution a rendu via les COG successives de nombreux postes alors même que les volumes à traiter et les domaines d'intervention s'accroissaient fortement. Sur la période de 5 ans 2004/2009, la branche Maladie a ainsi diminué de plus de 7.000 ETP (près de 10% pour les seules CPAM).

► Les charges de travail ont fortement augmenté en volume et en complexité ces dernières années au point que les Organismes de la branche Famille et Recouvrement ont fréquemment recours à des solutions d'urgence pour faire face. . La mesure de la contribution des salariés des branches – demande maintes fois réitérée par les Fédérations – ne devrait elle pas être connue et suivie de façon aussi précise que les paramètres financiers ? Ainsi en va-t-il de l'évaluation des charges des CAF ces dernières années....

► N'y a-t-il pas des gisements d'économies (ce que va viser la politique de « réduction de la dépense publique » engagée par les pouvoirs publics) autres que les salaires...qu'il s'agisse du recours à la sous-traitance et aux Sociétés conseils, ou de certains programmes informatiques ou logistiques parfois excessifs....

► Les fortes contraintes imposées aux personnels ces dernières années tant sur le plan personnel (productivité, qualité, technicité) que sur le plan organisationnel (défaillances informatiques, réorganistaion...) ont créé des tensions de plus en plus visibles. Le baromètre social a par ailleurs souligné que le niveau de rémunération était jugé peu motivant. Autant dire qu'il s'agit là d'un facteur sensible du climat social

## Evolution des effectifs sur 5 ans par type d'Organismes ( ETP CDI &amp; CDD)

Organismes	2003	2004	évol° des effectifs 2003 - 2004		2005	évol° des effectifs 2004 - 2005		2006	évol° des effectifs 2005 - 2006		2007	évol° des effectifs 2006 - 2007		2008	évol° des effectifs 2007 - 2008		2009	évol° des effectifs 2008 - 2009				
			2003 - 2004	% 2003 - 2004		2004 - 2005	% 2004 - 2005		2005 - 2006	% 2005 - 2006		2006 - 2007	% 2006 - 2007		2007 - 2008	% 2007 - 2008		2008 - 2009	% 2008 - 2009			
Organismes nationaux	6 121	6 610	489	7,99%	6 736	126	1,91%	6 693	-43	-0,64%	6 741	48	0,72%	6 710	-31	-0,46%	6 701	-9	-0,13%	91	9,62%	
CPAM	129	66 732	65 028	-1 704	-2,55%	64 071	-957	-1,47%	62 443	-1 628	-2,54%	61 378	-1 065	-1,71%	60 542	-836	-1,36%	60 176	-366	-0,60%	-4 852	-9,28%
CAF	120	32 165	32 302	137	0,43%	32 119	-183	-0,57%	31 792	-327	-1,02%	31 151	-641	-2,02%	31 833	682	2,19%	32 870	1 037	3,26%	568	-1,03%
URSSAF	105	13 157	13 196	39	0,30%	13 143	-53	-0,40%	12 994	-149	-1,13%	13 029	35	0,27%	13 146	117	0,90%	12 967	-179	-1,36%	-229	-0,08%
CRAM	16	18 316	18 707	391	2,13%	18 574	-133	-0,71%	18 344	-230	-1,24%	18 341	-3	-0,02%	18 176	-165	-0,90%	17 843	-333	-1,83%	-864	-0,76%
UGEAM	13	13 095	13 338	243	1,86%	13 403	65	0,49%	13 376	-27	-0,20%	13 596	220	1,64%	13 491	-105	-0,77%	13 483	-8	-0,06%	145	3,02%
URCAM	20	243	277	34	13,99%	303	26	9,39%	314	11	3,63%	312	-2	-0,64%	304	-8	-2,56%	301	-3	-0,99%	24	25,10%
ERSM		9 813	9 658	-155	-1,58%	9 435	-223	-2,31%	9 214	-221	-2,34%	9 045	-169	-1,83%	8 740	-305	-3,37%	8 669	-71	-0,81%	-989	-10,93%
CGSS	4	3 291	3 393	102	3,10%	3 426	33	0,97%	3 450	24	0,70%	3 415	-35	-1,01%	3 467	52	1,52%	3 563	96	2,77%	170	5,35%
CRFP		183	185	2	1,09%	185			182	-3	-1,62%	184	2	1,10%	189	5	2,72%	202	13	6,88%	17	3,28%
CTI - CERTI		2 243	1 912	-331	-14,76%	1 927	15	0,78%	1 834	-93	-4,83%	1 928	94	5,13%	1 908	-20	-1,04%	1 928	20	1,05%	16	-14,94%
Autres		548	530	-18	-3,28%	487	-43	-8,11%	415	-72	-14,78%	409	-6	-1,45%	405	-4	-0,98%	568	163	40,25%	38	-26,09%
TOTAL	165 907	165 136	-771	-0,46%	163 809	-1 327	-0,80%	161 051	-2 758	-1,68%	159 529	-1 522	-0,95%	158 911	-618	-0,39%	159 271	360	0,23%	-5 865	-4,22%	
branche MALADIE	93 174	91 694	-1 480	-1,59%	90 638	-1 056	-1,15%	88 797	-1 841	-2,03%	87 746	-1 051	-1,18%	86 544	-1 202	-1,37%	86 192	-352	-0,41%	-5 502	-6,00%	
MALADIE (hors UGECAM)	80 079	78 356	-1 723	-2,15%	77 235	-1 121	-1,43%	75 421	-1 814	-2,35%	74 150	-1 271	-1,69%	73 053	-1 097	-1,48%	72 709	-344	-0,47%	5 647	-7,21%	

Masse salariale excédents de gestion / évolution des salaires moyens de l'inflation

<b>EVOLUTION des GRANDS INDICATEURS</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>évolution 2001 / 2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2008</b>	<b>évolution 2004 / 2009</b>
Masse salariale (4.435.800.000€ en 2000)	4 596 236 610 €	4 815 123 030 €	4 972 730 510 €	5 064 225 712 €		5 216 661 410 €	5 168 287 640 €	5 199 369 170 €	5 266 787 270 €	5 432 957 100 €	
<i>évolution</i>	<b>3,62%</b>	<b>4,76%</b>	<b>3,27%</b>	<b>1,84%</b>	<b>13,49%</b>	<b>3,01%</b>	<b>-0,93%</b>	<b>0,60%</b>	<b>1,30%</b>	<b>3,16%</b>	<b>7,28%</b>
évolution de la MS ( année N / année N-1)	160 436 600 €	218 886 420 €	157 607 480 €	91 495 202 €	<b>628 425 702 €</b>	152 435 698 €	-48 373 770 €	31 081 530 €	67 418 100 €	166 169 830 €	<b>368 731 388 €</b>
économies de gestion (dep personnel)							<b>112 340 000 €</b>	<b>120 570 000 €</b>	<b>124 600 000 €</b>		
							698 €	756 €	784 €		
<b>Masse globale d'intéressement distribuée</b>	<b>77 587 900 € 110 550 170 €</b>										
Salaire annuel moyen	28 627 €	29 336 €	29 913 €	30 667 €		31 846 €	32 091 €	32 592 €	33 43 €	34 112 €	<b>3 445 €</b>
<i>évolution</i>		<b>2,48%</b>	<b>1,97%</b>	<b>2,52%</b>		<b>3,84%</b>	<b>0,77%</b>	<b>1,56%</b>	<b>1,69%</b>	<b>2,92%</b>	8,07%
<b>taux de l'inflation (INSEE)</b>	<b>1,60%</b>	<b>1,90%</b>	<b>2,02%</b>	<b>1,75%</b>	<b>7,27%</b>	<b>1,82%</b>	<b>1,60%</b>	<b>1,80%</b>	<b>2,80%</b>	<b>0,10%</b>	<b>8,12%</b>
salaire annuel moyen niveau 3	24 108 €	24 410 €	24 479 €	24 867 €		26 312 €	26 267 €	26 599 €	26 72 €	27 634 €	<b>2 767 €</b>
<i>évolution</i>		<b>1,25%</b>	<b>0,28%</b>	<b>1,59%</b>		<b>5,81%</b>	<b>-0,17%</b>	<b>1,26%</b>	<b>1,03%</b>	<b>2,84%</b>	8,06%
salaire annuel moyen ADD niv 4			90 098 €	91 652 €		96 674 €	100 208 €	109 565 €	112 873 €	117 045 €	<b>25 393 €</b>
<i>évolution</i>				<b>1,72%</b>		<b>5,48%</b>	<b>3,66%</b>	<b>9,34%</b>	<b>3,02%</b>	<b>3,70%</b>	23,15%
taux GVT branche Retraite	2,93%	2,33%	2,37%	2,30%	<b>9,93%</b>	1,72%	1,78%	1,90%	2,92%		<b>8,32%</b>
taux GVT branche Recouvrement	2,57%	2,51%	2,32%	2,36%	<b>9,76%</b>	1,81%	1,60%	2,00%	2,52%		<b>7,93%</b>
taux GVT branche Famille	2,24%	2,24%	2,23%	2,23%	<b>8,94%</b>	1,54%	1,45%	1,65%	2,46%		<b>7,10%</b>
taux GVT branche Maladie	2,07%	2,13%	2,13%	1,85%	<b>8,18%</b>	1,46%	1,30%	1,45%	1,85%		<b>6,06%</b>
<b>GVT Sécurité Sociale</b>	<b>2,22%</b>	<b>2,20%</b>	<b>2,19%</b>	<b>2,01%</b>	<b>8,62%</b>	<b>1,53%</b>	<b>1,31%</b>	<b>1,58%</b>	<b>2,12%</b>	<b>1,93%</b>	<b>8,47%</b>
<b>effectifs ETP ( 159.034 en 2000)</b>	<b>160 556</b>	<b>164 137</b>	<b>165 907</b>	<b>165 136</b>		<b>163 809</b>	<b>161 051</b>	<b>159 529</b>	<b>158 911</b>	<b>159 272</b>	
<i>évolution en nbre</i>	1 522	3 581	1 770	-771	<b>6 873</b>	-1 327	-2 758	-1 522	-618	361	<b>-6 225</b>
<i>évolution en %</i>	0,95%	2,23%	1,08%	-0,46%	<b>4,26%</b>	-0,80%	-1,68%	-0,95%	-0,39%	0,23%	
départs de l' Institution	<b>-987</b>	<b>-1 241</b>	<b>-2 130</b>	<b>-3 623</b>	<b>-7 981</b>	<b>-3 952</b>	<b>-5 438</b>	<b>-6 159</b>	<b>-6 233</b>		<b>-21 782</b>
<i>taux de remplacement</i>				<b>76,37%</b>		<b>66,42%</b>	<b>49,28%</b>	<b>75,29%</b>			

2009	branche MALADIE	branche FAMILLE	branche RETRAITE	RECOUVREMENT
Masse salariale brute 2009 (total : 5.393.619.457 €)	3 280 387 329 €	1 138 070 000 €	470 882 128 €	504 280 000 €
Masse salariale brute 2008 (total : 5.268.365.705 €)	3 255 469 799 €	1 060 030 000 €	460 833 906 €	492 032 000 €
variation Masse salariale : 125.253.752 €	24 917 530 €	78 040 000 €	10 048 222 €	12 248 000 €
	0,83%	6,86%	2,13%	2,43%
<b>Masse globale d'intéressement</b>				
au titre de 2009 : 2,5% = 134.838.736 €	<u>82 009 683 €</u>	<u>28 450 000 €</u>	<u>11 772 053 €</u>	<u>12 607 000 €</u>
au titre de 2008 : 2,5% = 131.708.593 €	81 386 745 €	26 500 000 €	11 520 848 €	12 301 000 €
au titre de 2007 : 1,5% = 77.530.000 €	48.090.537€	15 700 000 €	6 684 372 €	7 113 000 €
<b>ETP éligibles ( 160.198 ETP en 2007)</b>	<b>96 421</b>	<b>35 798</b>	<b>14 206</b>	<b>14 824</b>
ETP éligibles ( 154.178 ETP en 2007)	96 561	34 579	14 305	14 752
variation des ETP éligibles	-140	1 219	-99	72
		3,41%	-0,70%	0,49%
<b>Nombre d'Organismes du réseau (495)</b>	<b>204</b>	<b>151</b>	<b>16</b>	<b>90</b>
Centres informatiques	13			7
<b>Montant maximal par ETP 2009</b>	<b>850,54 €</b>	<b>795,00 €</b>	<b>828,67 €</b>	<b>850,46 €</b>
Montant maximal par ETP 2008	842,85 €	791,00 €	773,97 €	833,86 €
évolution 2008 / 2009	0,90%	0,50%	6,60%	1,95%
<b>Part nationale</b>				
<b>indicateurs</b>	<b>20</b>	<b>13</b>	<b>27</b>	<b>8</b>
Axes de progrès : CPAM / CAF / CRAM / URSSAF	3	3	4	3
	Régulation	Relation de service	Axe Offre De service	Qualité de service
	Qualité de service	Maîtrise des risques	Axe Gestion	Contrôle / Travail illégal
	Performance (BAP / ATP)	Performance économique	Axe maîtrise des risques	Trésorerie / lutte cf fraudes
	Axe RH			
part nationale maximale d'intéressement (40%)	32 803 873 €	11 380 000 €	4 708 821 €	5 042 800 €
Taux de réussite nationale 2009	79,21%	92,60%	80,87%	88,69%
part nationale d'intéressement distribuée (/ taux de réussite)	<u>25 983 948 €</u>	<u>10 537 880 €</u>	<u>3 808 059 €</u>	<u>4 472 459 €</u>
Taux de réussite nationale 2008	84,43%	100,00%	93,86%	75,04%
<b>Part locale</b>				
nombre d'indicateurs ( CPAM / CAF / CRAM / URSSAF )	<b>45</b>	<b>11</b>	<b>26</b>	<b>16</b>
axes de performance	3			4
part locale maximale d'intéressement (60%)	49 205 810 €	17 070 000 €	7 063 232 €	7 564 200 €
Taux de réussite le + élevé	89,11%	100,00%	96,26%	96,50%
Taux de réussite le + bas	60,71%	61,40%	42,79%	60,60%
Taux de réussite locale moyenne 2009	76,54%	89,91%	79,37%	83,80%
part locale d'intéressement distribuée (/ tx de réussite)	<u>37 430 000 €</u>	<u>15 330 000 €</u>	<u>5 606 291 €</u>	<u>6 282 788 €</u>
Nbre d'indicateurs (part locale : 128 CPAM)	40			
Nbre d'indicateurs (part locale : 4 CGSS)	30			
Nbre d'indicateurs (part locale : 20 DRSM)	27			
Nbre d'indicateurs (part locale : 16 CRAM)	22			
Nbre d'indicateurs (part locale : URCAM)	13			
Nbre d'indicateurs (part locale : UGECAM)	15			
Nbre d'indicateurs (part locale : 9 Cti)	47 ( 7 domaines)			
Nbre d'indicateurs (part locale : 2 Ceir)	9 (2 domaines)			
Nbre d'indicateurs (part locale : CNAMTS)	22 ( 3domaines)			
Part individuelle nationale d'intéressement (distribuée)	269,50 €	294,00 €	268,06 €	301,71 €
Part locale moyenne d'intéressement (distribuée)	371,82 €	426,00 €	394,64 €	423,83 €
<b>Prime d'intéressement moyenne distribuée au titre de 2009</b>	<b>641,32 €</b>	<b>720,00 €</b>	<b>662,70 €</b>	<b>725,54 €</b>
Part individuelle locale d'intéressement la + élevée	454,73 €	477,00 €	478,59 €	492,66 €
<b>Part individuelle locale moyenne</b>	<b>371,82 €</b>	<b>426,00 €</b>	<b>394,64 €</b>	<b>423,83 €</b>
Part individuelle locale d'intéressement la + faible	309,80 €	293,00 €	0,00 €	309,09 €
écart PI maxi / Pi mini			2,79	
<b>Organismes sans part locale</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
<b>Taux d'utilisation de la masse d'Intéressement</b>	<b>77,30%</b>	<b>90,92%</b>	<b>79,97%</b>	<b>85,30%</b>
	<u>63 413 948 €</u>	<u>25 867 880 €</u>	<u>9 414 350 €</u>	<u>10 755 247 €</u>